

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Populismes de droite et de gauche : étude comparée de programmes politiques

Populisms of the Right and the Left: A Comparative Study of Political Programs

Simon Laflamme

Volume 20, numéro 2, mai 2025

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1119809ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1119809ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laflamme, S. (2025). Populismes de droite et de gauche : étude comparée de programmes politiques. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 20(2), 391–434. <https://doi.org/10.7202/1119809ar>

Résumé de l'article

En recourant à la textométrie, un article de 2023 a montré qu'entre les programmes de partis politiques populistes et ceux de partis non populistes, il y avait peu de différence sinon une insistance sur l'économie dans les programmes populistes et une valorisation de l'équité sociale et de l'intervention écologiste dans les programmes non populistes. Dans le prolongement de ces analyses, cet article-ci compare des programmes populistes selon qu'ils sont de gauche ou de droite. Dans les programmes de la droite, il découvre un fort nationalisme et des griefs contre l'étranger et l'immigration. Dans les programmes de la gauche, il note une opposition entre les « travailleurs » et les « gens », d'une part, et les « multinationales » et les « banques », d'autre part ; il observe également une dénonciation du rôle du monde des affaires, lequel est tenu responsable des problèmes liés au coût de la vie et à l'environnement. Dans les programmes des deux orientations, il constate, par ailleurs, des similitudes sur des thèmes comme l'éducation, la santé ou l'agriculture.

Tous droits réservés © Prise de parole, 2025

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Populismes de droite et de gauche : étude comparée de programmes politiques

SIMON LAFLAMME

Université Laurentienne, Sudbury (Ontario), Canada

Introduction

Dans un article publié en 2023, au terme d'une recension des écrits, nous avons noté que le populisme devait présenter les traits suivants : la valorisation d'un peuple, l'opposition entre un « nous » et son autre, une religiosité admissible et une qui ne l'est pas, la contestation d'une élite et d'institutions, une représentation de l'histoire, un appel à l'émotion, une argumentation économique et la validation d'une discrimination. Pour vérifier si cette caractérisation était justifiée, nous avons comparé, en recourant à la textométrie, des programmes politiques selon qu'ils étaient considérés comme populistes ou non populistes. L'analyse n'a pas permis de distinguer nettement les deux types de discours, révélant qu'ils avaient beaucoup en commun. Elle a toutefois aperçu une mise en relief de l'économie dans les propos populistes puis des principes d'équité sociale et d'écologie dans les écrits non populistes.

Dans cette étude, nous n'avons pas pris en compte si l'orientation était celle de la droite ou de la gauche¹. Or, on peut concevoir que l'ensemble populiste se différencie entre ses composants selon que la doctrine emprunte plutôt au socialisme qu'au libéralisme.

Dans les pages qui suivent, nous décrivons, premièrement, la façon dont une recension bibliographique présente le populisme de droite et celui de gauche ; deuxièmement, nous proposons une méthodologie qui nous conduit, troisièmement, à comparer textométriquement des programmes électoraux des deux orientations politiques, d'abord en nous concentrant sur les spécificités lexicales, ensuite, en nous penchant sur la catégorisation du corpus des programmes ; quatrième, nous concluons en tirant la signification de ces comparaisons.

Nous avons choisi de privilégier la textométrie. On ne peut invoquer pour cette décision de raison absolue, un argument qui établirait la supériorité de l'analyse informatisée sur l'analyse sans assistance informatique. Sans recours à des logiciels, le chercheur a accès immédiatement, dans le texte, aux figures de style, comme la métaphore ou l'oxymore, il peut percevoir l'humour ou éprouver la tonalité émotive de ce qui est communiqué. Les logiciels ne disposent pas de ces qualités interprétatives. Les logiciels d'analyse de données textuelles sont utiles parce qu'ils codifient statistiquement des corpus et que ou bien ils mettent ainsi en évidence ce qui rapproche ou éloigne des modalités de variables sur le plan lexical, ou bien ils créent des ensembles à l'intérieur desquels coexistent des mots, ensembles dont il est possible de déterminer s'ils sont associables à des modalités. Ces opérations de codification ne possèdent aucune valeur sémantique. Les logiciels ne sont pas dotés des aptitudes à saisir les significations, comme le peut l'intelligence non artificielle quand elle lit un texte. Ils ne peuvent codifier tout ce qui a trait à la symbolique. Ils livrent des produits statistiquement justifiés. Mais

¹ Simon Laflamme, « Populisme et non-populisme: étude comparée de programmes politiques », *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol. 19, n° 1, 2023, p. 75-131, doi.org/10.7202/1110055ar.

bénéficiant de ces produits, pouvant constater ce qui distingue des groupes lexicalement, pouvant observer les catégorisations de texte, l'esprit humain est en mesure de poser le regard de l'esprit humain sur le texte et d'établir le lien entre ces réalisations statistiques et la sémantique. Son interprétation est moins guidée par ce qui capte son attention au gré de la lecture que par les évidences statistiques. Et cette orientation n'est pas affectée par la taille des corpus.

1. Sciences sociales et populisme de gauche

La bibliographie qui a servi à repérer les marques du populisme dans le travail précédent se rapportait essentiellement au positionnement de la droite, celui des Andrej Babiš, Jair Bolsonaro, Luigi Di Maio, Rodrigo Duterte, Tayyip Erdoğan, Janez Janša, Sebastian Kurz, Marine Le Pen, Nicolas Maduro, Giorgia Meloni, Jabotinsky Netanyahu, Viktor Orbán, Vladimir Poutine, Matteo Salvini, Heinz-Christian Strache, Donald Trump, Éric Zemmour ; c'est cette posture qui se révèle comme la plus manifeste dans le champ politique et c'est principalement elle qui a attiré l'attention des chercheurs. Elle attire davantage l'attention que ne le fait le populisme des Hugo Chávez, Jeremy Corbyn, Jean-Luc Mélenchon ou Bernie Sanders².

Quand les recherches portent spécifiquement sur la rhétorique de gauche, elles mettent en lumière des énonciations qui ne coïncident pas avec le discours populiste de la droite, mais d'autres aussi qui s'apparentent à lui.

Bernard Poulet, en examinant les propos de Jean-Luc Mélenchon, relève une intention foncièrement écologiste de même qu'un projet d'équité sociale et de distribution de la richesse. Ces perspectives, toutefois, ont pour pendant des

² Elle empêche même parfois d'entrevoir quelque spécificité du populisme de gauche tant les similitudes entre lui et le populisme de droite sont évidentes. John B. Judis considère, par exemple, que le populisme, à gauche comme à droite, en appelle à un peuple pour lutter contre l'élite au nom de la mondialisation, du libre-échange et de l'immigration (John B. Judis, *The Populist Explosion. How the Great Recession Transformed American and European Politics*, New York, Columbia Global Reports, 2016).

positions qui étonnent. Elles côtoient une antinomie peuple et non-peuple, le peuple étant l'entité qui admet les idées de gauche ; une méfiance à l'égard des médias dont le discours critique est jugé nuisible ; une conception ambivalente de l'élection dont il est affirmé qu'elle est corrélative de la démocratie mais qu'on pourrait écarter le principe si la gauche était élue, cela afin d'assurer la réalisations des projets socialistes ; une vision ambiguë de la démocratie dans laquelle La France insoumise est conçue comme un mouvement social, et non comme un parti politique, dont la finalité est moins le démocratique que le collectif ; et une quête de pouvoir radical, capable d'imposer les idéaux³. Ce sont là des opinions qui animent le populisme de droite.

Éric Fassin signale que le populisme de droite reconnaît souvent sa xénophobie alors que celui de gauche écarte toute attitude de cet ordre. Il remarque que si le mouvement contre les élites séduit aussi bien à gauche qu'à droite, à gauche, il remplace l'idéologie socialiste dans laquelle il faut en finir avec l'exploiteur alors que, à droite, il donne cours aux rancœurs, notamment ethniques.⁴

Francis Dupuis-Déri considère que les « forces progressistes » d'une société, au lieu d'envisager un « populisme de gauche », devraient en revenir à la notion originelle de démocratie, celle de pouvoir du peuple, car « le populisme est une rhétorique que peuvent utiliser aussi bien les conservateurs et les réactionnaires que les progressistes⁵ ».

Chantal Mouffe reconnaît que le populisme se construit sur une dichotomie du « nous » et du « eux » ; il lui semble toutefois que le « nous » de la gauche est plus à même que celui de la droite

³ À quoi on peut ajouter une défiance à l'endroit des États-Uniens : « Rien ne leur est passé. C'est son empire du mal. Les désordres de l'économie, les guerres, le dérèglement climatique, le choc des civilisations, les dégâts du libre-échange, ce sont eux [les Américains] » (Bernard Poulet, « Le populisme de gauche est-il possible ? », *Le Débat*, n° 204, p. 181, doi.org/10.3917/deba.204.0170).

⁴ Éric Fassin, « La gauche et la stratégie populiste », *Après-demain*, n° 43, 2027, p. 12-13, doi.org/10.3917/apdem.043.0012.

⁵ Francis Dupuis-Déri, « Populisme contre autogouvernement : retour sur le populisme d'Andrew Jackson et réflexion critique sur le "populisme de gauche" », *Sens public*, 2019, doi.org/10.7202/1067412ar.

de rassembler, de surmonter les conflits ; à ses yeux, le populisme est la stratégie dont doit se doter la gauche pour unifier le peuple contre les élites⁶.

Mark Tushnet et Bojan Bugarič observent qu'il y a un populisme progressiste et inclusif, mais ils constatent que, la plupart du temps, les populismes tendent vers l'autoritarisme⁷.

Laura Chazel, en se penchant sur le cas de Podemos, observe que la gauche, en recourant au populisme, parvient à se détacher d'un intellectualisme critique, à sortir des mythes socialistes et à faire oublier ses défaites. Le socialisme n'est plus alors pensé que par de savants intellectuels, il est concevable par tout citoyen. Il ne correspond plus à une utopie, il prend une dimension pragmatique. Il n'est plus assimilable aux insuccès de régimes comme ceux de l'Union soviétique ou de la République démocratique allemande ou encore comme celui du gouvernement de Salvador Allende au Chili. La gauche renouvelle ainsi ses symboles et donne confiance à une population encline au désenchantement. Elle peut alors concurrencer les autres organismes politiques dans une logique démocratique⁸.

Manuel Cervera-Marzal constate que La France insoumise, en adoptant une attitude populiste, est à même de transformer ses façons usuelles d'agir dans le champ politique tout en intervenant

⁶ Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, traduction de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria, Paris, Albin Michel, 2018. Une telle approche est toutefois contestée, même à gauche, car elle se nourrit de l'illusion de l'élimination de différences sociales et elle légitime une ascendance morale ou intellectuelle de leaders aussi bien qu'un autoritarisme (Stéphane Chalifour et Judith Trudeau, « Le paradigme populiste. Identité, peuple et représentation », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 23, 2020, p. 41-47 ; Giorgios Katsambekis et al. Alexandros Kioupiolis (dir.), *The Populist Radical Left in Europe*, Londres, Routledge, Taylor & Francis Group, 2019 ; Jean Quétier, « Regard critique sur le “populisme de gauche” de Chantal Mouffe », *La Pense*, n° 392, p. 95-105, doi.org/10.3917/lp.392.0095).

⁷ Mark Tushnet et Bojan Bugarič, *Power to the People. Constitutionalism in the Age of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

⁸ Laura Chazel, « De l'Amérique latine à Madrid : Podemos et la construction d'un “populisme de gauche” », *Pôle Sud*, n° 50, 2019, p. 121-138, doi.org/10.3917/psud.050.0121.

sur des thématiques, comme l'ordre social et la souveraineté nationale, qui étaient plutôt réservées à la droite⁹.

Laurent Olivier montre que la gauche, en s'associant au « populisme », prétend à une philosophie postmarxiste, mais que, ce faisant, elle côtoie de près l'extrême droite¹⁰.

Marco Damiani établit que la gauche, en se glissant dans le populisme, est en mesure de proposer à l'électorat ses idéaux traditionnels d'égalité et de justice tout en consolidant son rôle dans l'opinion publique¹¹.

Rachel Meade estime que, contrairement aux adeptes du populisme de droite, les partisans d'un populisme de gauche reconnaissent la spécificité des défis auxquels sont confrontées les minorités sociales ; cependant, dans les deux cas, les sympathisants sont choqués par l'incapacité des élites à prendre en compte les difficultés du vécu des citoyens¹².

Dans ces travaux, des auteurs trouvent des particularités au populisme de gauche, dont une empathie pour les groupes minoritaires¹³ et un souci écologique¹⁴. Plusieurs auteurs affirment que le populisme permet de renouveler l'idéologie et l'action socialistes¹⁵, de concurrencer la droite sur ses propres thématiques ou sur ses façons de faire¹⁶. Une autrice accorde même à la gauche

⁹ Manuel Cervera-Marzal, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2021.

¹⁰ Laurent Olivier, « Usage du “populisme de gauche” dans le champ des partis politiques français », *Civitas Europa*, n° 47, 2021, p. 131-153, doi.org/10.3917/civit.047.0131.

¹¹ Marco Damiani, *Populist Radical Left Parties in Western Europe*, Londres et New York, Routledge, 2022 [2020].

¹² Rachel Meade, « Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Part », *IdeAs. Idée d'Amérique*, n° 14, 2019, doi.org/10.4000/ideas.5833.

¹³ Éric Fassin parle d'un rejet de la xénophobie (*op. cit.*) ; Rachel Meade, de reconnaissance du vécu des groupes minoritaires (*op. cit.*) ; Mark Tushnet et Bojan Bugarič, d'une volonté inclusive (*op. cit.*).

¹⁴ Bernard Poulet, *op. cit.*

¹⁵ Manuel Cervera-Manzal, *op. cit.* ; Laura Chazel, *op. cit.* ; Marco Damiani, *op. cit.* ; Éric Fassin, *op. cit.* et Laurent Olivier, *op. cit.*

¹⁶ Manuel Cervera-Manzal, *op. cit.* ; Laura Chazel, *op. cit.* ; Rachel Meade, *op. cit.*

populiste une meilleure disposition à rassembler les peuples qu'à la droite¹⁷.

Gauche et droite populistes, toutefois, n'apparaissent pas toujours divergentes. Elles entretiendraient toutes deux une dichotomie peuple et non-peuple¹⁸ ; elles tendraient vers l'autoritarisme¹⁹ ; leurs rhétoriques s'apparenteraient²⁰. On trouverait en chacune d'elles, entre autres, une défiance des médias et un doute démocratique²¹.

Il devient alors intéressant de se demander dans quelle mesure on peut distinguer ces deux populismes quand on examine leurs plateformes électorales, ou si ces similitudes et ces dissemblances se révèlent effectivement dans un examen comparatif. Dans une telle analyse, toutefois, on ne peut vérifier si le populisme de gauche renouvelle le socialisme, s'il est mieux pourvu pour mobiliser les populations que celui de la droite, s'il tend vers l'autoritarisme autant que celui de droite. De telles vérifications ou bien demandent un autre ensemble de données ou bien relèvent de la démarche historique.

2. Méthodologie

Nous avons décidé d'examiner des programmes écrits en langue française²². À droite, nous avons sélectionné, en Belgique, Démocratie nationale (DN) ; au Canada, le Parti populaire du Canada (PPC) ; en France, Debout la France (DLF), le Rassemblement national (RN)²³ et Reconquête²⁴. À gauche, nous

¹⁷ Chantal Mouffe, *op. cit.*

¹⁸ Éric Fassin, *op. cit.* ; Rachel Meade, *op. cit.* ; Chantal Mouffe, *op. cit.* ; Bernard Poulet, *op. cit.*

¹⁹ Bernard Poulet, *op. cit.* ; Mark Tushnet et Bojan Bugarič, *op. cit.*

²⁰ Francis Dupuis-Déri, *op. cit.* ; Laurent Olivier, *op. cit.*

²¹ Bernard Poulet, *op. cit.*

²² Dans l'article précédent, pour comparer le populisme au non-populisme, dans dix pays, nous avions opté pour des programmes en langue anglaise.

²³ Auparavant le Front National.

²⁴ Sur la page d'accueil du site de Reconquête, on lit « Les priorités d'Éric Zemmour pour la France ». Le programme n'est qu'une énumération d'intentions en style télégraphique sur quelques pages. Nous avons combiné ce texte au programme d'Éric Zemmour pour la présidentielle de 2022, document qui est beaucoup plus détaillé et développé.

avons retenu, en Belgique, le Parti du travail de Belgique (PTB) ; en France, La France insoumise (LFI) ; au Luxembourg, Déi Lénk [La Gauche] (DL).²⁵

Les programmes de ces partis devaient évidemment être accessibles en langue française. Les partis devaient être reconnus comme étant populistes et ou bien de droite, ou bien de gauche par deux sources (voir l'annexe 1).

Nous avons extrait des sites des partis leur programme respectif et l'avons aménagé dans un format Word en prenant soin d'indiquer au sommet de chacun, à des fins de comparaison, le parti, lui-même, et s'il appartenait à la droite ou à la gauche. Tous ces textes ont ensuite été combinés dans un seul document²⁶ pour être soumis à des analyses textométriques.

3. Deux analyses

Nous abordons ce corpus de deux manières : la première, en menant une analyse sur les spécificités du lexique ; la seconde, en catégorisant le contenu du document en nous appuyant sur des segments de texte.

3.1. Les spécificités du lexique

Pour examiner la différence entre la droite et la gauche, en fonction du lexique, nous avons recouru au logiciel *IRaMuTeQ* (version 0.7 alpha 2), lequel calcule un coefficient de spécificité pour chacun des mots, chacune des formes²⁷, en fonction des modalités d'une variable. Plus ce coefficient est élevé, plus le mot est caractéristique de la modalité²⁸.

Nous éliminons de l'analyse descriptive les adverbes et tous les mots-outils (les articles, les prépositions, les auxiliaires, les pronoms...)

²⁵ Voir l'annexe 2 pour repérer les sites à partir desquels nous avons extrait les programmes des partis.

²⁶ Ce document comporte 660 506 mots (1 237 pages à simple interligne avec une police 12).

²⁷ Le pronom « lui », par exemple, est une même forme dans tout le corpus ; il peut avoir plusieurs occurrences.

²⁸ Nous demandons au logiciel de recourir à la lemmatisation et à l'indexation.

pour ne retenir que les noms communs, les noms propres, les adjectifs et les verbes. Nous nous arrêtons sur les trente mots qui, parmi eux, présentent les coefficients les plus élevés et les listons dans un tableau par ordre décroissant (voir le tableau).

Tableau

Vocabulaire spécifique de la droite et de la gauche ordonné selon la valeur décroissante du coefficient de spécificité (30 premiers mots)

Populisme de gauche		Populisme de droite	
Mot	CS	Mot	CS
Vouloir	60,81	Français	200,42
Travailleur	56,44	France	167,02
Eau	29,95	Étranger	92,99
Gens	29,23	National	66,54
Multinationale	28,41	Immigration	62,58
Travail	26,75	Patrimoine	44,27
Ministre	25,45	Démocratie	31,78
Énergie	24,45	Enfant	27,84
Public	23,62	Tourisme	27,20
Vivaldi	20,92	Familial	27,19
Député	19,56	Canadien	25,73
Prix	19,16	Article	24,96
Taxe	17,64	Famille	24,64
Droite	17,59	Nationalité	23,09
Climatique	15,95	Canada	22,64
Transport	14,92	Monument	22,56
Écologique	14,77	Peine	22,37
Garantir	17,77	Alinéa	22,13
Belgique	14,32	Délinquant	21,96
Banque	14,19	Territoire	21,21
Payer	13,54	Fraude	21,00
Logique	13,38	Touristique	19,99
Déchet	13,14	Prison	19,93
Géant	13,00	Armée	19,37
Flamand	12,84	Outre-mer	18,62
Bifurcation	12,68	Identité	18,48
Humain	12,60	Aidants	18,41
Écolo	12,35	Opérationnel	17,29
Bancaire	11,96	Nation	17,24
Facture	11,70	Canadienne	17,11

Ce qui saute aux yeux dans ce tableau, ce sont les chiffres au haut des deux colonnades. Dans celle de la gauche, le coefficient le plus élevé est de 60,81 ; dans celle de la droite, un coefficient atteint la valeur de 200,42, un autre, en dessous, celle de 167,02, puis un troisième, celle de 92,99. Cela signifie qu'il y a des éléments du lexique qui distinguent nettement plus la droite de la gauche qu'il y en a qui différencient la gauche de la droite.

3.1.1. Le populisme de droite

Les éléments qui caractérisent la droite, par-dessus tout, ce sont les mots « français », « France » et « étranger ». L'emploi des deux premiers est corrélatif de la plupart des thématiques qui jalonnent les plateformes de droite en France. On le voit dans cet extrait de *Debout la France* où il est question d'équité entre les hommes et les femmes :

En plus de ces violences insupportables devenues le quotidien de millions de femmes, la discrimination subie la plus fréquente reste celle au travail : selon **France** Stratégie en 2020, la tendance de l'écart de salaire en équivalent-temps plein entre femmes et hommes est à la réduction et la **France** est mieux positionnée que la plupart des pays européens. (*Debout la France*)

On le constate aussi dans ce passage du parti d'Éric Zemmour qui a trait à l'économie, la scolarité, la science et les services publics :

Depuis la fin des Trente Glorieuses, la **France** s'est laissée entraîner sur la voie du déclin. Déclin économique et industriel bien entendu, mais aussi déclin scolaire, scientifique, sans compter le déclin de nos services publics.

Il est vital de sortir de ce cercle vicieux qui a conduit au déclin de la **France** et à l'appauvrissement des **Français**, dont le pouvoir d'achat a diminué.

(*Reconquête* et Éric Zemmour)

On le perçoit à nouveau dans ces lignes où le Rassemblement national discute de souveraineté :

D'ajouter une condition constitutionnelle claire à l'appartenance de la **France** à l'Union européenne, celle de respecter l'identité constitutionnelle de la **France** et ses intérêts nationaux essentiels. Ainsi, les institutions de l'Union européenne ne pourront pas faire obstacle au droit inaliénable et souverain de la **France** de protéger son indépendance nationale et l'intégrité de son territoire, l'identité et la sécurité du Peuple **français** dans le cadre de ses frontières.

(Rassemblement national)

Le rappel des mots « français » ou « France », à droite, est communément associé au mot « étranger ». C'est ce qu'illustrent les passages qui suivent et qu'on lit sur les sites de Debout la France, de Reconquête ou Éric Zemmour, puis du Rassemblement national, deux pour chacun des organismes.

Travailler avec nos partenaires pour mettre un coup d'arrêt à l'émigration massive d'**étrangers** vers la **France** et promouvoir un vrai développement du continent africain susceptible d'y fixer davantage les populations locales.

(Debout la France)

Supprimer l'Aide Médicale d'État (AME) et établir dans chaque département un dispensaire géré par l'État pour les **étrangers** illégaux. La **France** reste généreuse envers les plus nécessiteux mais elle ne peut pas prendre en charge toute la misère du monde.

(Debout la France)

Je mettrai également fin à l'excès de normes et de contraintes, pour que les agriculteurs puissent produire mieux sans être pénalisés par la concurrence déloyale **étrangère**. Je souhaite que l'agriculture retrouve son rôle clef : c'est d'elle dont dépend la souveraineté alimentaire de la **France**, c'est elle qui permettra de revitaliser toutes les campagnes de **France** grâce aux circuits de distribution locaux que je favoriserai.

(Reconquête et Éric Zemmour)

Supprimer les aides sociales non contributives (allocations familiales, aides au logement, RSA, minimum vieillesse...) pour les **étrangers** extra-européens.

Mettre fin au renouvellement quasi-systématique des titres de séjour afin de pouvoir évaluer de manière régulière la pertinence de la présence de chaque **étranger** sur le sol **français**.

Supprimer les soins gratuits pour les **étrangers** clandestins (Aide Médicale de l'État) pour ne conserver qu'une aide médicale d'urgence.

Interdire définitivement la régularisation de tout **étranger** entré illégalement sur le territoire **français**.

(Reconquête et Éric Zemmour)

Afin de protéger l'identité et la sécurité du peuple **français**, l'action des pouvoirs publics poursuit les objectifs de la maîtrise de l'entrée des **étrangers** sur le territoire national, du développement des mesures d'éloignement en cas d'immigration illégale, de la répression des entrées illégales et des aides qui lui sont apportées, et de la lutte contre la traite des êtres humains.

(Rassemblement national)

Titre Ier. - La maîtrise de l'immigration et le régime des **étrangers** en **France**

La modification de la Constitution permet d'y inscrire les objectifs de la maîtrise de l'entrée des **étrangers** sur le territoire national, du développement des mesures d'éloignement en cas d'immigration illégale, de la répression des entrées illégales et des aides qui leur sont apportées.

(Rassemblement national)

Après « français », « France » et « étranger », viennent les mots « national » et « immigration », puis, plus bas dans la colonne, au 14^e rang, « nationalité », au 20^e rang, « territoire²⁹ » et, au 29^e rang, « nation ». Ces trois derniers termes renvoient, dans les partis politiques de droite de l'hexagone, au pays et à ses citoyens. L'idée de nation est très souvent attachée à une position à l'égard de l'immigration.

La France s'est aussi imprudemment liée au système de Schengen : s'il était souhaitable de faciliter la circulation des citoyens européens entre pays voisins, la disparition des frontières **nationales** a aussi rendu

²⁹ Comme dans : « Le développement d'enclaves salafistes sur notre **territoire** marque le défaut croissant du contrôle de l'État sur le respect unanime des lois et des valeurs de la République » (Debout la France) ; « Il paraît absurde que l'État continue de financer des associations qui entravent la mise en place de ses politiques (par exemple de sa politique migratoire), son activité quotidienne (par exemple dans le cadre de la défense des clandestins soumis à obligation de quitter le **territoire**) » (Reconquête et Éric Zemmour) ; « La République fixe librement les conditions d'accès au **territoire** national des personnes qui ne possèdent pas la nationalité française » (Rassemblement national).

impossible le contrôle de l'**immigration** extra-européenne mais aussi de toutes les menaces contre notre sécurité (mafia, terrorisme, trafic).
(Debout la France)

Nous mettrons fin à ce désordre en instituant de nouvelles règles plus fermes et plus justes dès juin 2022 avec un grand référendum sur l'**immigration** : ensemble, nous mettrons fin à cette politique irrationnelle qui menace la survie de notre **Nation**.

Je l'affirme haut et fort : notre peuple a le droit de continuer à exister, notre peuple a le droit de protéger son identité, notre peuple a le droit de reprendre un contrôle total sur la politique d'**immigration**. Notre pays a un grand avenir devant lui, les Français ne veulent pas quitter l'Histoire et être remplacés sur la terre de leurs ancêtres.

Avec mon projet, des générations de Français pourront donc continuer à s'épanouir, à réussir et à prospérer en France. Le temps de la dénonciation et de la déploration est terminé, il est temps de passer à l'action et de proposer des solutions. Toutes mes propositions en matière d'**immigration** n'ont qu'un seul but, le plus noble et le plus légitime qui soit : faire que la France reste la France.
(Reconquête et Éric Zemmour)

Dans une récente note du Haut-Commissariat au Plan, François Bayrou affirmait que pour protéger son système de protection sociale, notre pays devait faire un choix : soit la natalité, soit l'**immigration**. Choisir l'**immigration**, ce serait considérer que les êtres humains sont interchangeables, réductibles à des statistiques économiques.

À l'inverse, faire le choix de la natalité, c'est s'engager à assurer la continuité de la **Nation**, et la perpétuation de notre civilisation. Quelle **nation** pourrait donc imaginer se projeter dans l'avenir en étant incapable d'assurer à ses jeunes générations un niveau de protection suffisant pour élever sereinement leurs enfants ?
(Rassemblement national)

Le mot « patrimoine » a diverses connotations : il est employé de manière générale³⁰ ; il est souvent spécifié : patrimoine économique, patrimoine immobilier, patrimoine naturel, patrimoine de savoirs, patrimoine culturel, patrimoine vivant, patrimoine

³⁰ Comme dans : « son magnifique **patrimoine**. / La France est ce pays d'immenses artistes (écrivains, peintres, musiciens...) » (Debout la France) ; « la transmission du **patrimoine** » (Reconquête et Éric Zemmour) ; « l'inépuisable **patrimoine** de la France » (Rassemblement national).

historique, patrimoine scientifique et technique, patrimoine bâti et paysager, patrimoine génétique. Dans de nombreux cas, l'usage sert à mettre en valeur la nation, à rappeler ce que le peuple doit au passé ; et les partis proposent des mesures pour le préserver ou le restaurer³¹. Le terme « monument » joue un rôle semblable à celui de « patrimoine ».

Mettre à distance l'étranger, contrôler l'immigration, cela constitue une façon de veiller à ce que le peuple français maintienne son identité.

La création permet le rayonnement d'un territoire et lui permet de trouver son **identité**. Aujourd'hui l'**identité** de la création française doit retrouver sa place dans un monde où la globalisation nous entraîne vers une culture « unique ». Le sujet n'est évidemment pas de fermer la porte aux productions étrangères mais d'encourager le développement de créations professionnelles françaises.

(Debout la France)

Jusqu'à présent, la France a été le moteur d'un fédéralisme européen qui n'a abouti qu'à la dissolution de notre puissance et de notre **identité** nationale.

Je propose donc une autre voie. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, je demanderai la renégociation des règles européennes en matière d'immigration pour redonner aux États le contrôle de leurs frontières et leur capacité à déterminer souverainement leur politique migratoire.

(Reconquête et Éric Zemmour)

Les engagements internationaux de la France en matière de libre circulation des personnes seront subordonnés à la sauvegarde des intérêts nationaux en matière de sécurité intérieure et extérieure, de protection de l'ordre public et de sauvegarde de l'**identité** française. Les frontières

³¹ Comme dans : « Nous [...] mettons en place les dispositifs nécessaires pour maintenir de façon opérationnelle ces compétences, par le biais de programmes de recherche ou de dispositifs de protection du **patrimoine** scientifique et technique » (Debout la France) ; « Sanctuariser la pratique de la chasse et de la pêche comme des éléments constitutifs de notre **patrimoine** culturel » (Reconquête et Éric Zemmour) ; « nous créerons un service national du **patrimoine**, qui permettra à de jeunes volontaires, pour six mois aménageables, de participer à des travaux d'intérêt **patrimonial** divers, de la restauration de bâtiments anciens à l'évaluation de la biodiversité » (Rassemblement national).

redeviendront ainsi un lieu de contrôle effectif des entrées et des sorties du territoire national.

(Rassemblement national)

La « démocratie » est présentée comme un héritage culturel fondamental, qu'il importe de défendre contre toute menace :

Aujourd'hui, la Nation, la **démocratie** et la liberté sont menacées de disparition. Nous devons réagir.

(Debout la France)

Pour rendre la parole au peuple et remettre l'État au service des Français Notre **démocratie** souffre d'un mal profond : la voix du peuple est ignorée voire méprisée.

Nous voulons que la volonté du peuple soit de nouveau considérée comme le cœur de toute décision politique, pour rendre aux Français la maîtrise de leur destin.

(Reconquête et Éric Zemmour)

Les graves défaillances dans ce domaine des mécanismes instaurés par l'Union européenne imposent de rétablir une surveillance et un contrôle permanent de nos frontières. [C'est la] sécurité des Français qui est en jeu en raison de la progression de l'islamisme et du terrorisme, mais au-delà, la **démocratie** française.

(Rassemblement national)

On trouve, dans la colonnade de la droite, un autre vocabulaire national : les mots « canadien », « Canada » et « canadienne ». On les lit principalement dans le programme du Parti populaire du Canada dans des propos descriptifs et nationalistes. La problématique de l'« étranger » et de l'« immigration » est apparente.

L'objectif premier de la politique d'**immigration** du Canada devrait être d'apporter des avantages économiques aux Canadiens et au Canada dans son ensemble. Elle ne devrait pas être utilisée pour modifier de force le caractère culturel et le tissu social de notre pays. Et elle ne devrait pas imposer aux Canadiens un fardeau financier excessif dans la poursuite d'objectifs humanitaires.

(Parti populaire du Canada)

Un gouvernement du Parti populaire :

Réduira considérablement le nombre total d'**immigrants** et de réfugiés que nous acceptons chaque année, pour le faire passer de 500 000, selon le plan du gouvernement libéral pour 2025, à entre 100 000 et 150 000 en temps normal, ou encore moins en périodes de crise, en fonction des circonstances économiques et autres.

Réformera le système de points et les programmes associés pour que notre politique d'**immigration** soit axée sur l'acceptation d'une proportion plus importante d'**immigrants** économiques possédant les compétences voulues.

Réduira considérablement le nombre d'**immigrants** reçus dans le cadre du programme de réunification familiale, notamment en supprimant la catégorie des parents et grands-parents.

Réduira considérablement le nombre de travailleurs **étrangers** temporaires et s'assurera qu'ils occupent des postes réellement temporaires et ne concurrencent pas de façon déloyale les travailleurs canadiens.

Réduira considérablement le nombre de visas à des étudiants **étrangers**.

Il est, dans ce programme, une seule fois question de patrimoine, et sans rapport direct avec l'histoire du pays :

Dans une société libre, les immigrants ont le droit de choyer et de préserver leur **patrimoine** culturel. Toutefois, cela ne signifie pas que nous ayons aucune obligation de les aider à le préserver, avec les programmes gouvernementaux et l'argent des contribuables. La grande majorité des Canadiens s'attendent à juste titre à ce qu'ils connaissent notre histoire et notre culture, maîtrisent l'une de nos langues officielles et adoptent des valeurs canadiennes largement partagées.

(Parti populaire du Canada)

Il est fait mention une fois de démocratie, et dans une énumération :

Nos valeurs distinctes sont celles de la civilisation occidentale contemporaine. Elles incluent : la **démocratie** ; les droits et libertés individuels, y compris la liberté religieuse et la liberté de critiquer la religion ; l'égalité entre hommes et femmes, l'égalité de traitement de tous les citoyens sans distinction d'appartenance ethnique, de religion ou d'orientation sexuelle, la primauté du droit, la séparation de l'État et de la religion, la tolérance et le pluralisme, et la loyauté envers la société dans son ensemble plutôt qu'envers son clan ou sa tribu.

(Parti populaire du Canada)

Le thème de l'identité est associé à celui de nation :

Identité canadienne :

Mettre fin au multiculturalisme officiel et préserver les valeurs et la culture canadiennes

Enjeu

Une **nation** doit être basée sur un sentiment d'appartenance, de participation à un projet **national** commun et de partage des mêmes valeurs. Ce n'est que lorsque ces sentiments sont largement partagés que nous pouvons développer la confiance et la compréhension commune nécessaires au fonctionnement de notre société et de nos institutions.

(Parti populaire du Canada)

Sur les sujets de l'étranger, de l'immigration, de la nation et de l'identité, les propos de Démocratie nationale, en Belgique, se rapprochent de ceux des trois partis populistes de la droite française, quoique dans une logique pro-européenne :

Démocratie nationale désire rassembler tous les Belges attachés à leur pays et déçus par la classe politique.

Éradiquer l'immigration illégale et limiter l'immigration extra-européenne.

Renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Shengen.

Expulser manu militari les clandestins et illégaux.

Expulser et interdire de territoire, tout étranger commettant un crime ou un délit.

Lutter contre le Grand Remplacement.

Lutter contre l'islamisation de la Belgique et de l'Europe.

Préserver et protéger de la Charia nos concitoyens.

Garantir, préserver et recouvrer l'indépendance nationale, la démocratie et nos libertés.

Être vigilant et nous protéger des dangers qui menacent notre identité et notre culture.

[...]

Défendre notre vision d'une Europe forte et indépendante, qui rassemble les citoyens européens au-delà des frontières et des langues au sein d'une Union européenne qui doit s'affirmer tant dans sa politique sociale que dans sa politique socio-économique, sa politique environnementale, sa politique de la défense et sa politique étrangère.

(Démocratie nationale)

Il y a, dans la colonnade de la droite, les mots « enfant », « familial » et « famille ». La droite valorise grandement l'ensemble

familial, elle compte beaucoup sur l'éducation des enfants pour perpétuer l'héritage de la nation, elle juge qu'il importe de protéger l'enfance contre les dangers, d'aider les parents de diverses façons à veiller au bien-être de ceux auxquels ils ont donné le jour ; elle entend favoriser la natalité.

Protéger, valoriser et préserver la **famille** naturelle, élément fondateur de notre civilisation européenne

Encourager la natalité par une politique d'aide aux **familles**

(Démocratie nationale)

Le Parti populaire du Canada aborde le thème de la famille et des enfants particulièrement en s'opposant à l'« idéologie radicale du genre » dans l'optique de « protéger les femmes et les enfants contre les préjugés » ; il se réfère à la famille sous les rubriques du logement, de l'économie et de l'armée.

On trouve aussi les mots « tourisme » et « touristique ». Le Parti populaire du Canada ne les mentionne pas. Démocratie nationale signale l'importance de développer le tourisme rural. Les trois autres partis discutent de tourisme dans une logique économique et soulignent la grandeur de ce que la France a à offrir aux visiteurs.

Des sections du programme de Rassemblement national comportent des « articles » et des « alinéas ».

L'« armée » impose le respect dans le discours de chacun des cinq partis³².

Les trois partis de l'hexagone donnent au lecteur des passages appréciables sur le rôle des « aidants³³ » et s'engagent à les soutenir. Tous trois reconnaissent l'importance de l'existence des départements d'« Outre-mer » et de contribuer à leur développement économique.

³² Debout la France, Démocratie nationale, Parti populaire du Canada, Rassemblement national, Reconquête (et Zemmour).

³³ Comme dans : « Agir pour que les compétences qu'acquière les **aidants** en s'occupant d'un proche puissent faire l'objet d'une validation pour être reconnues dans le monde professionnel » (Debout la France) ; « Je récompenserai les personnels de soin et les **aidants** familiaux » (Reconquête et Éric Zemmour) ; « Les proches **aidants**, un maillon indispensable du système de santé. / On estime qu'entre 8 et 11 millions de Français rendent régulièrement service à un proche dépendant » (Rassemblement national).

Le mot « opérationnel » est usuel en France, et à droite plus qu'à gauche. On veut une « armée opérationnelle » (Debout la France), une « réserve opérationnelle » (Reconquête et Éric Zemmour) ; des « capacités opérationnelles » (Rassemblement national).

Restent les mots « peine », « délinquant », « fraude » et « prison ». En Belgique et en France, le populisme de droite veut éliminer la délinquance et punir les criminels ; il veut que ne soient pas acceptés sur le territoire national les immigrants ayant commis des délits punissables.

3.1.2. *Le populisme de gauche*

Dans la colonne du populisme de gauche, le premier mot est un verbe : « vouloir » ; son coefficient de spécificité est de 60,81. C'est dans les textes du Parti du travail de Belgique que le verbe est le plus utilisé, et il l'est surtout au présent de l'indicatif, à la troisième personne du singulier³⁴ ou à la première personne du pluriel³⁵. Déi Lénk emploie moins souvent ces formulations, il le fait néanmoins de manière répétée³⁶.

³⁴ Comme dans « Le **PTB veut** s'attaquer en premier lieu aux causes des migrations pour les réfugiés. Au niveau mondial, la guerre reste la principale cause de migration des populations » ou dans « Le **PTB veut** une taxe de 2 % sur les fortunes supérieures à 5 millions d'euros. Cela nous rapporterait 8 milliards d'euros ».

³⁵ Comme dans « **nous voulons** soutenir la recherche scientifique publique dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, la mobilité, l'efficacité énergétique, la protection de la nature, les soins de santé, la culture ou l'allègement de la charge de travail par l'introduction de nouvelles technologies » ou dans « **Nous voulons** une logique public-public qui nous permette à la fois de nous affranchir du chantage des multinationales qui menacent de délocaliser et de développer une stratégie industrielle européenne indépendante des États-Unis ».

³⁶ À la troisième personne du singulier : « **déi Lénk veut** mettre en place des procédures efficaces et accessibles permettant aux personnes victimes de discriminations de faire valoir leurs droits » ou « **déi Lénk veut** créer un service public audiovisuel et digital de qualité, en plus de la radio socioculturelle dont il faut accroître les moyens financiers et humains, s'adressant à l'ensemble de la population du Luxembourg et disposant de moyens financiers et humains conséquents ». À la première personne du pluriel : « **Nous voulons** mieux encadrer les stages pour élèves ou étudiant-e-s en limitant les stages dans le cadre de l'enseignement à un mois et en les liant à des critères pédagogiques, tout en prévoyant une indemnisation obligatoire »

Vient ensuite le mot « travailleur ». Il est particulièrement usité dans les pages du Parti du travail de Belgique où on le trouve dans des passages comme ceux-ci :

Pour limiter l'emprise du privé sur la recherche publique, nous obligerons à une transparence de ces liens quand ils existent. Nous interdirons les subsides d'aide à la recherche et au développement aux filiales de multinationales qui ne respectent pas les **travailleurs** ou qui détruisent l'emploi.

(Parti du travail de la Belgique)

La Belgique est le pays d'Europe qui protège le moins bien ses **travailleurs** contre le licenciement. Nous renforcerons cette protection, notamment en ratifiant la Convention 158 de l'Organisation internationale du travail qui oblige l'employeur à motiver tout licenciement. Les **travailleurs** auront ainsi une chance de se défendre, avec le soutien des syndicats, et d'attaquer le licenciement au tribunal du travail.

(Parti du travail de Belgique)

L'Europe a tout intérêt à ne pas se laisser enfermer dans un bloc. Nous œuvrons à un monde où chaque pays a la possibilité de choisir ses partenaires, des investisseurs américains, asiatiques ou autres, offrant des opportunités pour les **travailleurs** de part et d'autre du globe.

Pour y arriver, l'Europe devra établir des relations constructives avec les pays tiers en rupture avec des pratiques diplomatiques et commerciales paternalistes fondées sur l'exploitation d'autres pays du monde. Des relations commerciales équitables, respectueuses et égales avec le Sud peuvent offrir à l'Europe la diversification commerciale nécessaire afin de garantir une plus grande indépendance. Cela signifie évidemment une rupture fondamentale avec le modèle actuel. Une rupture avec la vision des classes dirigeantes européennes qui voient l'Afrique comme une terre de conquête pour les multinationales européennes. Une vision néocoloniale exprimée honteusement par Josep Borrell dans son discours comparant l'Europe à un jardin et le reste du monde à une jungle que les jardiniers européens devraient cultiver.

(Parti du travail de Belgique)

ou « **Nous voulons** introduire des minimas pour les cachets des artistes de musique amplifiée, créer des opportunités pour des engagements durables et soutenir l'excellence artistique et la spécificité régionale, au lieu de s'orienter à un music business globalisé, comme c'est le cas aujourd'hui ».

Il est récurrent dans les textes de La France insoumise :

Pourtant, nombre de médias culpabilisent les **travailleur-ses** qui protestent. Les voilà dépeint-es comme des égoïstes ou corporatistes, alors qu'ils et elles s'efforcent d'éviter que leur situation ne s'étende à d'autres ! (La France insoumise)

Nous intégrerons le respect des règles fondamentales de l'OIT dans les accords commerciaux signés par la France, en renouant avec les principes fondateurs de l'organisation au lendemain de la Première Guerre mondiale : « il ne saurait y avoir une paix universelle et durable sans un traitement décent des **travailleurs** » ; « le travail n'est pas une marchandise » ; « la pauvreté où qu'elle existe constitue un danger pour la prospérité de tous » ; les considérations humaines, sociales (et environnementales) priment sur les considérations économiques et financières.

(La France insoumise)

Le mot « travail », quatre lignes plus bas, appartient à cette sémantique que privilégient le Parti du travail de Belgique puis La France insoumise, et que défend aussi Déi Lénk :

Nous voulons assurer un partage collectif et solidaire du **travail** en mettant en place une réduction du temps de **travail** à court terme par l'introduction à partir de 2024 d'une sixième semaine de congé pour toutes les salariées et tous les salariés au Luxembourg.

(Déi Lénk)

Le rôle de l'ADEM³⁷ doit être redéfini pour qu'elle soit l'acteur principal dans la réalisation de la garantie d'emploi. Elle doit réaliser le plein emploi à travers la mise en œuvre d'un modèle économique alternatif en orientant le **travail** vers les activités à haute valeur ajoutée sociale ou écologique. Cela concerne les secteurs marchand et non marchand tels que la construction d'infrastructures, le **travail** avec les associations à but non lucratif, la contribution à la transition écologique, etc. Par conséquent, l'ADEM doit :

- abandonner son approche coercitive envers les personnes au chômage ;
- redéfinir les critères d'acceptabilité d'un emploi en les rendant plus transparents et plus adaptés aux situations individuelles. Le droit de recours des concernés doit être renforcé ;

³⁷ Agence pour le développement de l'emploi

-associer étroitement les communes et les associations sociales, culturelles et environnementales afin de sélectionner les emplois à durée indéterminée socialement et écologiquement utiles ;

-faire évoluer le reclassement professionnel des personnes employées de manière à ce que les postes puissent être adaptés aux besoins des personnes concernées.

Nous voulons introduire une indemnité d'attente à hauteur du salaire minimum (qualifié ou non qualifié) à toute personne pour laquelle un emploi n'aura pas pu être trouvé à la fin des droits au chômage.

(Déi Lénk)

Le mot « eau » est fréquent dans les considérations du Parti du travail de Belgique et de La France insoumise. Dans la plupart des usages, il trouve son sens dans une préoccupation écologique³⁸, qui est aussi, mais moins intensément, celle de Déi Lénk ; cette attention, ce souci, se révèle dans la co-présence des mots « climatique³⁹ », « écologique », « déchet⁴⁰ », « bifurcation⁴¹ » et « écolo ». Les termes

³⁸ Comme dans : « Seule une politique solidaire et coopérative permettra de relever les défis environnementaux mondiaux afin de protéger la biodiversité, nos ressources alimentaires et en **eau** potable, de lutter contre la crise climatique et ses conséquences, et de prévenir les futures pandémies (Parti du travail de Belgique) ; « La préservation et la reconstitution du cycle de l'**eau**, de la qualité écologique et chimique des masses d'eau / La limitation du changement climatique et l'adaptation de nos territoires à ses effets » (La France insoumise).

³⁹ Comme dans : « le secteur de l'agriculture se heurte à ses limites *écologiques*. Comme d'autres, il contribue au changement **climatique**, mais en souffre aussi tout particulièrement » (Parti du travail de Belgique) ; « Tirer toutes les conséquences de la crise **climatique** et environnementale, de l'accroissement des rivalités pour les matières premières, la terre et l'*eau* » (La France insoumise) ; « Nous développerons la gestion *écologique* des forêts et miserons le plus possible sur une régénération naturelle des forêts pour favoriser leur résilience au réchauffement **climatique** et renforcer leur rôle dans la préservation de biotopes » (Déi Lénk).

⁴⁰ Comme dans : « nous nous opposons à l'augmentation du prix de la collecte des **déchets** et à toutes les taxes qui visent à faire retomber le coût de la transition *climatique* sur les épaules de la classe travailleuse sans proposer de solution de remplacement efficace » (Parti du travail de Belgique) ; « La qualité de l'*eau* est impactée par l'absence d'un assainissement de qualité et d'une gestion effective des **déchets** » (La France insoumise) ; « Nous soutenons en Europe une politique de renationalisation des services de poste, des chemins de fer, de l'aviation, de l'énergie et de l'*eau*. Il faut également socialiser la gestion des **déchets** et des réseaux de communication » (Déi Lénk).

⁴¹ La France insoumise recourt communément au concept de « bifurcation écologique ».

« énergie » et « transport » se glissent souvent dans ces propos environnementalistes. Aborder le thème de l'« énergie », ce peut être s'inquiéter de son coût pour les ménages ou pour la nation, de son appartenance au secteur privé ou public, de sa production et de son transport ; c'est fréquemment intervenir dans la problématique écologique, car « énergie » et « pollution » sont souvent corrélatifs, raison pour laquelle les organismes politiques envisagent la limitation de la consommation ou la production d'« énergies renouvelables ». Il n'est pas automatiquement question d'écologie quand il est fait mention des « transports » ; le sujet touche, par exemple, à l'accès aux lieux culturels, à la sécurité des passagers, aux tarifs douaniers, au déplacement des malades, des écoliers, des personnes handicapées ; il se rapporte à des coûts salariaux. Mais dans une multitude d'énoncés, ce sont les préoccupations écologiques qui dominent⁴².

Le mot « gens » vient au 4^e rang dans la colonnade de la gauche. Il appartient au discours du Parti du travail de Belgique, il désigne un ensemble d'individus vulnérables pour lequel l'organisme a une nette sympathie⁴³.

⁴² Comme dans : « Nous créons une banque publique d'investissement qui sert à financer des plans d'investissement dans l'énergie renouvelable, l'isolation des maisons, le **transport** public... / Dans un contexte d'urgence *écologique* et sociale, les investissements de la nouvelle banque publique restent hors budget et ne sont donc pas limités par la discipline budgétaire imposée par l'Union européenne » (Parti du travail de Belgique) ; « à l'heure du dérèglement *climatique*, le secteur des **transports** pèse pour 31 % des émissions de gaz à effet de serre et c'est le seul pour lequel les émissions continuent d'augmenter » (La France insoumise) ; « Nous miserons sur les activités liées à la transition *écologique* au niveau de l'industrie et de l'artisanat, du commerce et de l'agriculture. Il s'agit notamment de développer les activités économiques en lien avec la production d'énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'économie circulaire, les **transports** en commun, la préservation des ressources, l'agriculture biologique, etc. » (Déi Lénk).

⁴³ On lit, par exemple : « raison qui pousse les **gens** à quitter leur pays », « on pousse les **gens** à prendre plus d'assurances privées complémentaires », « ceux qui menacent la sécurité, la dignité et la vie des **gens** méritent une peine », « Ce qu'il faut c'est que la société reprenne ce secteur en main pour qu'enfin les turbines et centrales tournent pour les **gens**, pas pour le profit », « ils veulent que davantage de **gens** travaillent plus longtemps » (Parti du travail de Belgique).

Juste en dessous, on lit « multinationale ». Le substantif est employé au pluriel et il désigne un univers menaçant, socialement irrespectueux :

Nous interdirons les subsides d'aide à la recherche et au développement aux filiales de **multinationales** qui ne respectent pas les travailleurs ou qui détruisent l'emploi.

(Parti du travail de Belgique)

Les Outre-mer vont prendre de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique : manque d'eau potable, montée des eaux, sécheresses, multiplication des catastrophes naturelles. La prédation des **multinationales** nous mène à la catastrophe.

(La France insoumise)

Nous nous engageons pour la mise en place d'une politique commerciale alternative qui est au service des peuples et non des entreprises **multinationales** ou des acteurs de la finance et qui fait primer les considérations sociales, culturelles et environnementales sur la recherche de profit.

(Déi Lénk)

Dans cet univers répréhensible, il y a les « banques » et le « bancaire » ; il y a des « géants », particulièrement dans le regard du Parti du travail de Belgique⁴⁴, mais aussi dans celui de La France insoumise⁴⁵ et de Déi Lénk⁴⁶.

La liste de la gauche comprend les mots « ministre » et « député ». Pour l'essentiel, ce que font les hauts dirigeants de la nation est dénoncé ; ce que réalise la députation issue du parti

⁴⁴ Comme dans ces formules : les « intérêts des **géants** industriels privés » ; « les patrons des **géants** du pétrole » ; les « déchets des géants de l'emballage » ; les « **géants** de l'énergie fossile », « les **géants** privés des déchets » ; « des **géants** miniers et énergétiques » (Parti du travail de Belgique).

⁴⁵ On peut lire dans le programme le « retrait du pouvoir politique laisse le champ libre aux mastodontes de la finance et des industries culturelles. Dans l'audiovisuel, le livre, la musique, les jeux vidéo, le patrimoine, ces **géants** ont étendu leur mainmise en écrasant les acteurs indépendants, fragilisés par la crise sanitaire ; on peut lire aussi « des géants industriels oligopolistiques » (La France insoumise).

⁴⁶ On peut lire dans le programme les « **géants** du web » et les « **géants** du big data et multinationales des technologies de l'information et de la communication » (Déi Lénk).

est mis à l'avant, contrairement à ce que fait celle des autres partis, notamment celle de la « droite ».

Dans le premier tiers de la colonnade, on voit le mot « public ». L'adjectif renvoie à une gestion privilégiée parce qu'elle a pour objectif l'intérêt général. Les services publics sont préférables aux services privés. Ils assurent une équité sociale, notamment en santé et en éducation. Sont réprouvées les autorités publiques qui ne protègent pas ces services, qui dépensent mal l'argent des contribuables. C'est dans cet esprit qu'on peut lire des lignes comme celles-ci :

Nous payons à tous les spécialistes un revenu fixe attrayant, comme c'est le cas pour les professeurs d'université. Nous mettons fin au paiement à l'acte. Ce système, qui pousse à la prestation de soins superflus, est un gaspillage d'argent.

Nous optons pour un financement **public** solide des soins de santé. La chasse au profit, la spéculation et la privatisation n'y ont pas leur place. Les frais d'hospitalisation sont remboursés par l'assurance maladie, et non par les assureurs privés.
(Le parti du travail de Belgique)

Reconstruire une école de l'égalité et de l'émancipation.

Notre constat : une école appauvrie, des inégalités qui s'aggravent.

L'école **publique**, laïque et gratuite est ouverte à tou-tes les élèves et qualifie chaque année des millions d'entre elles et eux. Elle sort terriblement affaiblie de quinze années de politiques destructrices. Durant ce quinquennat en particulier, Jean-Michel Blanquer a attaqué les fondements du service public d'éducation pour le livrer au marché.

(La France insoumise)

Nous promouvons le développement et l'utilisation de logiciels libres au sein de l'État (open source), des administrations et de la société civile. Ceux-ci sont libres de droits (gratuits), ce qui permet aux instances **publiques** de faire des économies considérables. En outre, le code source est accessible, ce qui permet de développer ou d'adapter les logiciels. Nous encouragerons la recherche **publique** dans le domaine des nouvelles technologies. À cet effet, un laboratoire digital **public** sera créé pour développer des solutions numériques lesquelles pourront être mises à disposition des citoyennes et citoyens.

(Déi Lénk)

Le substantif, lui, rare par comparaison à l'adjectif, se rapporte au secteur, et on distingue alors le « public » du « privé ». Il désigne aussi la population de manière générale⁴⁷.

Le mot « Vivaldi » a été imaginé en « Belgique » pour nommer la coalition de quatre familles politiques qui s'est imposée en considération du fait que la nation ne parvenait pas à se doter d'un gouvernement.

Si le mot « Flamand » est lisible dans le vocabulaire de la gauche, c'est que le Parti du travail de Belgique prend en compte la relation entre les peuples de la nation belge :

Notre histoire sociale est commune aux **Flamands**, aux Wallons et aux Bruxellois. Qui a fondé les premiers syndicats ? Pas les nationalistes **flamands**, mais les ouvriers du textile de Gand et de Courtrai. Qui a apporté l'esprit de lutte dans le mouvement ouvrier ? Pas les séparatistes, mais les mineurs du Borinage. Qui a formulé les premières revendications de la classe ouvrière ? Pas les régionalistes, mais les ouvriers et artisans de Bruxelles.

(Parti du travail de Belgique)

L'ensemble « prix », « taxe », « payer » et « facture » reflète une position d'après laquelle on ne doit pas abuser des personnes en leur imposant des coûts élevés, ce que les individus doivent déboursier ne doit pas répondre à la seule exigence d'une économie libérale, ce que les États prélèvent chez les citoyens doit être juste et établi en fonction d'une équité sociale. L'État doit « garantir » une juste distribution de la richesse.

Le mot « logique » a plusieurs référents : « logique productive », « logique d'austérité », « logique libérale », « logique du pollueur-payeur », « logique pédagogique ». S'il est plus fréquent à gauche qu'à droite, c'est qu'il est convenu chez les socialistes qu'il faut sortir de la « logique actuelle », de la « logique financière », de la « logique capitaliste », de la « logique libérale », de la « logique concurrentielle », de la « logique du profit » ; qu'il faut inventer une « autre logique », adopter entre autres une « logique du pollueur-payeur ». C'est en sortant des logiques condamnables qu'on saura mettre le bien-être de l'« humain » au-dessus de tout,

⁴⁷ Comme dans « nous organisons une enquête sur ce que le public souhaite voir » ou « l'impact sur le public ».

que les « droits sociaux et **humains** l'emporteront sur la quête de profit » (Parti du travail de Belgique), qu'on assurera « l'harmonie des êtres **humains** » (La France insoumise), qu'on pourra « développer et promouvoir un réseau national de maisons de retraite publiques communales ou coopératives sans but lucratif et à taille **humaine** » (Déi Lénk).

3.1.3. *Sommaire de l'analyse du lexique*

Le populisme de droite se caractérise clairement par une valorisation de la nation dont le corollaire est la mise à distance de l'étranger et de l'immigrant. Le discours est nettement binaire : on a, d'un côté, les mots « étranger » et « immigration », desquels s'approche un lexique criminel (« délinquant », « fraude ») et condamnable (« peine », « prison ») ; d'un autre côté, on a un pays, un peuple (« Canada », « canadien », « France », « français ») et des synonymes (« nation », « national », « territoire ») et des dérivés (« patrimoine », « monument », « démocratie »), un pays et un peuple, dont il faut est-il affirmé explicitement ou implicitement, maintenir l'« identité », notamment en veillant à l'intégrité de la « famille » et à l'éducation des « enfants », en appuyant le « aidants », et en s'assurant d'avoir une « armée » « opérationnelle ». Cette manière de faire, en France, attirera le « tourisme » et sera bénéfique même « Outre-mer ».

Le populisme de gauche oppose les « travailleurs », les « gens », le « public » à un ensemble formé de « multinationales », de « banques », de « géants ». La « logique » qui prévaut dans cet ensemble ne peut que nuire à l'« humain » ; elle est largement responsable des problèmes liés au coût de la vie (« prix », « taxe », « payer », « facture ») et à l'environnement (« énergie », « transport », « eau », « déchet », « climatique », « écologique », « écolo », « bifurcation »). Pour surmonter les obstacles qu'impose l'économie de marché, il importe de privilégier une gestion « publique » dont les « députés » et « ministres » « voudront » « garantir » l'accès aux services qui sont nécessaires au bien-être de chacun et respecter le droit du « travail ».

3.2. La catégorisation du corpus

Nous recourons au logiciel *Alceste* (version V GT10) pour effectuer la catégorisation. Le logiciel, en s'appuyant sur la méthode Reinert, qui procède par classification descendante hiérarchique, segmente le corpus en unités de contexte élémentaires puis classe ces unités dans lesquelles se dégage un vocabulaire établi d'après la statistique chi-carré (χ^2).

Le traitement du corpus fait apparaître sept classes en prenant en compte 84 % des unités de contexte.

3.2.1. *Classe 1 : de budget et de fiscalité*

La première classe rassemble 22,10 % des segments de texte qui sont intégrés à l'analyse. Par ordre décroissant de la valeur du chi-carré, les vingt premiers mots sont les suivants : taxe ($\chi^2 = 379$), énergie ($\chi^2 = 308$), banque ($\chi^2 = 287$), investissement ($\chi^2 = 279$), prix ($\chi^2 = 237$), payer ($\chi^2 = 230$), impôt ($\chi^2 = 214$), facture ($\chi^2 = 200$), ménage ($\chi^2 = 197$), train ($\chi^2 = 163$), fiscal ($\chi^2 = 151$), cher ($\chi^2 = 142$), entreprise ($\chi^2 = 135$), coût ($\chi^2 = 135$), milliard ($\chi^2 = 132$), marcher ($\chi^2 = 130$), loger ($\chi^2 = 126$), bancaire ($\chi^2 = 119$), fortune ($\chi^2 = 119$), gaz ($\chi^2 = 118$).

Ce vocabulaire se donne à lire dans des segments comme celui-ci où les mots écrits en caractère gras ont un chi-carré positif dans la classe :

Allons chercher l'**argent** où il est

Justice **fiscale**

La **Belgique** est un enfer **fiscal** pour les travailleurs et les **petites entreprises**, mais un **paradis fiscal** pour les **grandes fortunes** et les **multinationales**. Il est temps d'établir une justice **fiscale**. Avec une **taxe** des **millionnaires**. En **supprimant** les **niches fiscales** accordées aux **grandes entreprises**. Et en **chassant** la **grande fraude fiscale**. En faisant porter les **charges** les plus **lourdes** aux **épaules** les plus larges nous pouvons soulager les travailleurs.

Le pouvoir d'**achat**, **c'est** notre combat

Pouvoir d'**achat**

Ces dernières années, presque tout est **devenu** plus **cher**. Et pas qu'un peu. Mais nos salaires, eux, n'ont pas augmenté. Pendant ce temps, de nombreuses **grosses entreprises** font des **bénéfices records**, justement

grâce à ces **prix élevés**. Et le gouvernement ? Il a décidé de **bloquer...** nos salaires. Nous voulons protéger le **portefeuille** des gens en augmentant les salaires et en **baissant les prix**.

0 % de TVA sur le caddie

Pourquoi **paie-t-on** des **taxes** sur le pain, le lait ou le papier **toilette** ?

(Unité textuelle 1 447, Parti du travail de Belgique, gauche)

Le lexique révèle une préoccupation économique, d'ordre à la fois budgétaire et fiscal. L'extrait met en évidence une intention solidaire envers les travailleurs et les petites entreprises accompagnée d'un projet de puiser dans les avoirs des millionnaires et des grandes entreprises. Cette perspective est fortement définie par le Parti du travail de Belgique ($\chi^2 = 476$) et, plus généralement, par la gauche ($\chi^2 = 148$).

3.2.2. *Classe 2 : de santé et de soins*

La deuxième classe prend appui sur 21,13 % des unités de contexte. Les vingt mots dont le chi-carré est dominant en elle forment cette liste : soin ($\chi^2 = 425$), santé ($\chi^2 = 255$), médecin ($\chi^2 = 250$), travail ($\chi^2 = 228$), hôpital ($\chi^2 = 221$), allocation ($\chi^2 = 213$), médical ($\chi^2 = 211$), âgé ($\chi^2 = 203$), maladie ($\chi^2 = 198$), personne ($\chi^2 = 188$), salaire ($\chi^2 = 186$), patient ($\chi^2 = 161$), soignant ($\chi^2 = 161$), médecine ($\chi^2 = 152$), infirmier ($\chi^2 = 147$), professionnel ($\chi^2 = 144$), emploi ($\chi^2 = 135$), durée ($\chi^2 = 132$), enfant ($\chi^2 = 132$), handicap ($\chi^2 = 122$).

On trouve ces vocables dans des passages comme celui-ci dans lesquels nous mettons en caractère gras les mots dont le chi-carré est positif :

La **santé**

La crise sanitaire a révélé les insuffisances de notre **système** de **soins** et la vulnérabilité des **patients souffrant** de **maladies chroniques** et de comorbidités. Plusieurs facteurs contribuent à l'**écart** croissant entre la **demande** de **soins** et l'offre de **soins**, aussi bien en ville qu'à l'**hôpital** : **augmentation** du **nombre** de personnes atteintes de **maladies chroniques**, **vieillesse** de la population, érosion des **personnels soignants** à l'**hôpital**, raréfaction des **visites** à **domicile**, disparition des tours de **garde**, progression des **déserts médicaux**.

Il sera probablement encore plus **difficile** de se **soigner** dans les **années** à venir, car un quart des médecins a plus de 60 **ans**, ce qui annonce des départs massifs à la **retraite**. Conséquence de ces **évolutions** : les services d'**urgence** des **hôpitaux** doivent **prendre** en **charge** une part de plus en plus importante des **malades** dans les services d'**urgence**.

(Unité textuelle 4 227, Rassemblement national, droite)

L'énumération des mots tout comme l'extrait qui sert de concordancier montrent qu'il est ici question de la santé des populations et du système médical. La thématique n'est déterminée ni par la droite ni par la gauche, elle n'est cadrée par aucun parti en particulier.

3.2.3. Classe 3 : d'éducation, puis de culture et de sport

Dans la troisième classe, à laquelle sont attachés 9,83 % des segments, les vingt mots les plus marquants se lisent dans cet ordre : enseignement ($\chi^2 = 828$), école ($\chi^2 = 641$), enseignant ($\chi^2 = 618$), élever ($\chi^2 = 564$), scolaire ($\chi^2 = 544$), artistique ($\chi^2 = 425$), éducation ($\chi^2 = 419$), apprentissage ($\chi^2 = 413$), culturel ($\chi^2 = 377$), lycée ($\chi^2 = 332$), art ($\chi^2 = 320$), culture ($\chi^2 = 377$), primaire ($\chi^2 = 275$), éducatif ($\chi^2 = 250$), secondaire ($\chi^2 = 248$), sportif ($\chi^2 = 247$), formation ($\chi^2 = 238$), classe ($\chi^2 = 228$), pédagogique ($\chi^2 = 216$), sport ($\chi^2 = 214$).

On peut lire ce vocabulaire dans des contextes comme celui-ci (les mots en caractère gras étant ceux dont le chi-carré est positif à l'intérieur de la classe) :

*[Ouvrir des places d'internat gratuites aux élèves de la voie professionnelle et]⁴⁸ aux **apprenti-es** sous **statut scolaire**, en **donnant** la **priorité** aux plus **éloigné-es** de leurs **établissements** ou **lieux d'apprentissage**
Élever le **niveau** de **qualification** des filières professionnelle et technologique :*

Rétablir le bac professionnel en 4 ans et le CAP en 3 ans

Renforcer la **place** des **enseignements généraux** dans la filière professionnelle

⁴⁸

Le texte en italique et entre crochets ne fait pas partie de l'unité textuelle découpée par le logiciel. Nous l'insérons pour faciliter la lisibilité de l'extrait en complétant la phrase.

Créer des **centres** polytechniques professionnels du CAP au BTS, afin de mailler le territoire **national d'établissements intégrant lycée et enseignement supérieur**, et **former** les jeunes aux **métiers** d'avenir, en particulier pour la bifurcation écologique et sociale

Créer les filières professionnelles qui répondent aux besoins de la bifurcation écologique

Refonder la voie technologique afin d'**offrir** une palette diversifiée de spécialisations de **haut niveau**

Garantir davantage de **places** pour les bachelier-es professionnel-les et technologiques dans les **classes** de BTS, les DUT et les **licences** professionnelles, afin de favoriser les poursuites d'**études**

L'école de la **citoyenneté**

L'école doit **permettre** aux **élèves** de s'investir dans des **missions** d'intérêt **général** *[et, avec l'abaissement du droit de vote à 16 ans, de se préparer à devenir des citoyen-n-es]*.

(Unité textuelle 29, La France insoumise, gauche)

Cet ensemble est substantiellement celui de l'éducation ; on y évoque aussi l'art et la culture, puis le sport, parfois dans le contexte de la scolarisation⁴⁹, parfois de manière plus ciblée⁵⁰. Il

⁴⁹ Art et culture, comme dans « classes à projet **artistique** associant enseignant-es **artistes** et professionnel-les de la **culture** » (La France insoumise) ou dans « mettre en place un véritable enseignement d'histoire de l'**art** dans les collèges et les lycées, avec création d'un CAPES dans cette discipline. Faire de l'enseignement **artistique** une priorité et favoriser l'intervention d'**artistes** dans le système éducatif » (Debout la France). Sport, comme dans « Créer des associations culturelles dans l'ensemble des établissements du second degré (sur le modèle des associations **sportives**) ainsi que des associations culturelles et **sportives** dans le 1^{er} degré » (La France insoumise) ou dans « Enrichir le **sport** à l'école grâce aux clubs municipaux à travers le renforcement des associations **sportives** des établissements, mais aussi en rendant plus systématique la création de classe "**sport études**" » (Debout la France).

⁵⁰ Art et culture, comme dans « Faire connaître au grand public les œuvres de notre patrimoine **artistique** et **culturel** en imposant aux chaînes de télévision généralistes l'obligation de diffuser des programmes à caractère **culturel** » (Reconquête et Éric Zemmour) ou dans « nous promouvons une diversité d'expressions **culturelles** fondée sur un pluralisme social » (Déi Lénk). Sport, comme dans « encourager la pratique du **sport** pour tous les Français et réduire les inégalités d'accès à la pratique **sportive** » (Debout la France) ou dans « favoriser la mixité sociale dans les associations **sportives** / Instaurer au sein de chaque fédération l'égalité entre les salaires et primes versés aux **sportif-ves** lorsque ces dernier-es représentent la France au cours de compétitions internationales dans des disciplines reconnues de haut niveau » (La France insoumise).

subit peu l'influence d'un organisme politique (les chi-carré les plus élevés appartiennent à Déi Lénk, en premier, et à Reconquête et Éric Zemmour, en second, et ils ne sont respectivement que de 34 et 8) ou d'une orientation idéologique (le chi-carré de la droite n'est que de 9, celui de la gauche est de - 9).

3.2.4. *Classe 4 : de politique*

Dans la quatrième classe, on dénombre 15,80 % des unités textuelles. La série des vocables les plus significatifs se présente ainsi : liberté ($\chi^2 = 252$), réfugié ($\chi^2 = 209$), république ($\chi^2 = 178$), asile ($\chi^2 = 177$), démocratie ($\chi^2 = 177$), élection ($\chi^2 = 159$), parlement ($\chi^2 = 156$), droite ($\chi^2 = 155$), droit ($\chi^2 = 134$), démocratique ($\chi^2 = 133$), parlementaire ($\chi^2 = 132$), député ($\chi^2 = 132$), constituant ($\chi^2 = 120$), peuple ($\chi^2 = 118$), Vlaams ($\chi^2 = 116$), Belang⁵¹ ($\chi^2 = 116$), vote ($\chi^2 = 112$), religion ($\chi^2 = 109$), loi ($\chi^2 = 108$), président ($\chi^2 = 107$).

Ces mots en côtoient d'autres et proposent des formulations comme celle-ci dans laquelle les mots en caractère gras correspondent à des valeurs positives du chi-carré :

1. Liberté

Démocratie Nationale est un **parti démocratique** au service de la **liberté**.

Nous **affirmons** que la **légitimité** politique réside dans la **seule volonté populaire**.

2. Communauté populaire enracinée

Démocratie Nationale **défend l'idée** de **communauté populaire** enracinée

Un **peuple** est une **unité** de **destin** face à l'**universel**. Il incarne un génie propre, une culture et une histoire. Il est temps pour nous de rompre avec les utopies universalistes et mondialistes. Redevenons ce que nous sommes, soyons **fiers** de notre **identité** et de nos **origines**.

3. Patrie

Démocratie Nationale proclame son **attachement** à l'idée de **patrie**

Si la Wallonie et Bruxelles sont nos **patries** de cœur, la Belgique notre **patrie** historique, l'Europe est notre grande **patrie** en devenir.

Unité civilisationnelle depuis la plus haute Antiquité, elle ne doit pas être confondue avec la bureaucratie sans âme **soumise** aux diktats de

⁵¹ Vlaams Belang : Parti favorable à l'indépendance de la Flandre.

l'OTAN et des **groupes** de pression immigrationnistes, qui, [*au niveau des institutions européennes, en sont l'exacte antithèse*].

(Unité textuelle 3 703, Démocratie nationale, droite)

Le lexique est celui qui est utilisé dans le champ politique ; à l'exception de « réfugié », « asile » et « religion », tous les termes se rapportent étroitement au fonctionnement de l'État ; les trois autres mots laissent entrevoir des préoccupations des acteurs politiques⁵². Deux partis de droite influent modérément sur le contenu : Démocratie nationale ($\chi^2 = 102$) et le Parti populaire du Canada ($\chi^2 = 42$). L'incidence des partis de droite dans leur ensemble, toutefois, est faiblement négative ($\chi^2 = -4$) ; cela signifie que, bien que deux partis de droite ressortent quelque peu par rapport à tous les autres, les énonciations et le vocabulaire sont aussi bien ceux de la droite que ceux de la gauche.

3.2.5. *Classe 5 : de délinquance et de justice*

Dans la cinquième classe se concentrent 8,71 % des segments qui sont analysables. Si l'on dégage les vingt mots dominants selon la valeur du chi-carré, on obtient cette séquence : police ($\chi^2 = 848$), pénal ($\chi^2 = 604$), judiciaire ($\chi^2 = 557$), justice ($\chi^2 = 554$), policier ($\chi^2 = 508$), délinquant ($\chi^2 = 485$), prison ($\chi^2 = 450$), violence ($\chi^2 = 390$), peine ($\chi^2 = 389$), victimes ($\chi^2 = 372$), magistrat ($\chi^2 = 347$), délit ($\chi^2 = 342$), criminel ($\chi^2 = 320$), commettre ($\chi^2 = 291$), drogue ($\chi^2 = 290$), juge ($\chi^2 = 269$), tribunal ($\chi^2 = 248$), délinquance ($\chi^2 = 238$), crime ($\chi^2 = 234$), récidive ($\chi^2 = 220$).

Dans l'extrait qui vient, plusieurs de ces mots servent de trame et il s'en ajoute qui, eux aussi, jouent un rôle dans la classe, eux

⁵² Réfugié, comme dans « un accord controversé pour expulser les **réfugiés** en Libye malgré les tortures et les violations des droits de l'homme » (Parti du travail de Belgique). Asile, comme dans « 500 demandeurs d'**asile** ont dormi dans les rues de Bruxelles selon les organisations humanitaires » (Parti du travail de Belgique). Religion, comme dans « nos valeurs distinctes sont celles de la civilisation occidentale contemporaine. Elles incluent : la démocratie ; les droits et libertés individuels, y compris la liberté religieuse et la liberté de critiquer la **religion** » (Parti populaire du Canada).

tous étant écrits en caractère gras, ce qui signifie qu'ils correspondent à un chi-carré positif :

*[L'immense majorité des auteurs de violences volontaires, de **vols**,] de cambriolages, de **trafics** de tous genres ou de **fraudes** ne sont jamais **identifiés** et par **conséquent** jamais **condamnés**. Leurs **victimes** ne peuvent donc bénéficier de la réparation, **morale** et **matérielle**, qu'elles sont en droit d'attendre.*

Il faut aussi et avant tout œuvrer à **limiter** le nombre de **victimes**, donc dissuader les **délinquants** et les **criminels** de passer à l'**acte**. Cela **nécessite** de renverser la logique à l'œuvre depuis longtemps : les **délinquants** doivent avoir peur des **policiers** et des **gendarmes**, ils doivent **craindre** la **Justice** parce qu'elle les **sanctionnera** rapidement et **sévèrement**.

Il est tout aussi **indispensable** de **renforcer** les capacités d'**enquête** de la **police** et de la **gendarmerie** pour traduire davantage de **délinquants** devant la **justice** et de **simplifier** les **procédures** qui entravent leur travail. Pour certains **délits**, par exemple les cambriolages, les **vols** par ruse ou à l'arraché, les **plaintes** pourront être enregistrées au domicile des **victimes** ou sur le lieu de l'**infraction**.

(Unité textuelle 4 252, Rassemblement national, droite)

Le vocabulaire couvre le domaine de la délinquance et de sa judiciarisation, ce dont témoigne l'extrait. Le Rassemblement national ($\chi^2 = 59$), un peu plus que les autres partis, et la droite ($\chi^2 = 29$), un peu plus que la gauche, s'expriment sur ces enjeux.

3.2.6. Classe 6 : d'agriculture

La sixième classe porte sur 13,15 % des segments que le logiciel parvient à intégrer. Les vingt termes qui sont prépondérants en elle se rangent de la sorte : agricole ($\chi^2 = 625$), agriculture ($\chi^2 = 485$), animal ($\chi^2 = 459$), biodiversité ($\chi^2 = 444$), écologique ($\chi^2 = 443$), agriculteur ($\chi^2 = 440$), eau ($\chi^2 = 320$), alimentaire ($\chi^2 = 316$), produit ($\chi^2 = 295$), production ($\chi^2 = 273$), nature ($\chi^2 = 249$), forêt ($\chi^2 = 244$), terre ($\chi^2 = 231$), élevage ($\chi^2 = 224$), environnement ($\chi^2 = 217$), paysan ($\chi^2 = 209$), importation ($\chi^2 = 195$), bois ($\chi^2 = 190$), forestier ($\chi^2 = 177$), pesticide ($\chi^2 = 176$).

Le caractère gras signalant les mots dont le chi-carré est positif, le segment qui suit représente une façon de mettre en contexte le vocabulaire de la classe :

Agriculture et al.imentation

Pour une **agriculture écologique**, qui **nourrit** la **population** et ceux qui en vivent

Notre constat : le modèle agro-industriel malmène l'écosystème, la santé, les paysan-nes et les **animaux**

L'**agriculture** fournit l'essentiel de notre **alimentation**. Or le modèle **agro-industriel** actuel malmène tout : l'**écosystème**, la santé des **consommateur-es**, celle des **paysan-nes** et le bien-être des **animaux**.

Les maux sont connus : soumission au **libre** marché et au **libre-échange**, **ultra-spécialisation**, gigantisme **agricole**, **pesticides chimiques**, **élevage intensif** ou pression sur la **ressource** en **eau**.

L'ensemble du système **agricole et al.imentaire** est responsable de plus d'un tiers du **réchauffement climatique** global, contribue à la **déforestation**, repose sur l'**utilisation** de **ressources non renouvelables**, contamine l'**eau**, l'**environnement** et les êtres **humains** et contribue à la **destruction** des **sols** et de la **biodiversité**.

(Unité textuelle 652, La France insoumise, gauche)

Le message est pro-agriculture. Il est aussi écologique. Les déclarations de La France insoumise ($\chi^2 = 159$) sont un peu plus insistantes que celles des autres partis, mais on n'observe pas de différence entre la droite et la gauche ($\chi^2 = 0$) pour les deux orientations sur l'ensemble de la thématique. On note toutefois que l'association agriculture écologie est plus prononcée à gauche et que le rôle du Parti populaire du Canada dans ce registre est celui d'un comparse.

3.2.7. Classe 7 : de défense et de diplomatie

La septième et dernière classe, groupe 9,28 % des unités de contexte élémentaire. Les vocables dominants composent cette suite : militaire ($\chi^2 = 436$), puissance ($\chi^2 = 432$), Afrique ($\chi^2 = 366$), unir ($\chi^2 = 349$), coopération ($\chi^2 = 330$), spatiale ($\chi^2 = 304$), diplomatie ($\chi^2 = 283$), défense ($\chi^2 = 280$), africain ($\chi^2 = 270$), mondial ($\chi^2 = 273$), nature ($\chi^2 = 249$), forêt ($\chi^2 = 244$), terre ($\chi^2 = 231$), élevage ($\chi^2 = 224$), environnement ($\chi^2 = 217$), paysan ($\chi^2 = 209$), importation ($\chi^2 = 195$), bois ($\chi^2 = 190$), forestier ($\chi^2 = 177$), pesticide ($\chi^2 = 176$).

Le texte qui suit contextualise l'usage qu'on peut faire de ce lexique (les mots en caractère gras correspondant à ceux dont le chi-carré est positif dans la classe) :

Dans cette **position** de subordination, notre pays ne peut donc plus **jouer** son **rôle** historique en faveur de la **paix** et de la stabilité.

Pourtant, la France, **puissance européenne**, est aussi et surtout une **puissance** d'équilibre à **vocation mondiale**, membre **permanent** du Conseil de sécurité des **Nations unies**, **puissance nucléaire** civile et **militaire**, locomotive de la **Francophonie** et **disposant** du deuxième **espace maritime mondial**.

Fort de ses **atouts**, la France **doit** porter un message qu'elle seule peut tenir en faveur d'un **nouvel** équilibre du système **international**. Nous avons un **devoir** de **puissance** qui, si nous l'**assumons**, nous permettra de retrouver l'**ambition** gaulliste et de **jouer** pleinement notre rôle de **puissance** d'équilibre.

Je **refonderai** une politique **étrangère indépendante**.

Fonder notre **diplomatie** sur la **défense** de nos **intérêts** et sur le droit des États, en **refusant** [tout devoir d'ingérence et posture moralisatrice].

(Unité textuelle 4 466, Reconquête et Éric Zemmour, droite)

Les programmes des partis attirent l'attention sur la dimension militaire de la politique, sur les relations internationales. Debout la France montre un faible chi-carré de 58 ; la droite, un plus faible coefficient, encore, de 28.

3.2.8. *Sommaire de la catégorisation du corpus*

L'analyse par hiérarchie descendante montre que, dans les programmes des partis, sept problématiques sont inévitables :

- i. celle du budget des électeurs et de la fiscalité ;
- ii. celle de la santé et du système médico-sanitaire ;
- iii. celle de l'éducation, à laquelle sont attachés les sports et la culture ;
- iv. celle des institutions politiques et de leurs acteurs ;
- v. celle de la criminalité et de la justice ;
- vi. celle de l'agriculture ;
- vii. celle de la défense nationale et des relations internationales.

Il est à ce point impératif d'aborder ces sujets et d'utiliser le vocabulaire qui leur est inhérent que le logiciel parvient difficilement à établir des distinctions de partis ou d'idéologies. Dans une seule thématique, un organisme politique est mis en relief : la première, celle des finances, où le Parti du travail de Belgique atteint un coefficient du chi-carré de 459. Deux autres partis sont associés à des chi-carrés qui atteignent la centaine : La France insoumise (159) à propos de l'agriculture et Démocratie nationale (102) quant au sujet des institutions politiques. Le parti du travail de Belgique se démarque par un lexique récurrent et quelque peu original avec lequel sont dénoncés le capitalisme et la richesse. La France insoumise établit un peu plus que les autres la corrélation agriculture-écologie ; Démocratie nationale s'exprime sur l'Europe, mais de manière moins contestataire que ne le font les autres partis de la droite, ce qui différencie quelque peu son vocabulaire. Pour le reste, la segmentation du texte, le repérage du vocabulaire en fonction de cette segmentation et la mise en relation de ce vocabulaire avec les segments et les modalités des variables trouvent peu de spécificités statistiques pour les partis et pour les idéologies.

4. Conclusion

Dans l'article qui a précédé celui-ci, nous avons observé que populisme et non-populisme avaient beaucoup en commun quoique le populisme insistait davantage que le non-populisme sur la dimension économique de la socialité alors que le non-populisme se préoccupait plus que le populisme d'équité sociale.

La comparaison que nous venons d'effectuer entre populisme de droite et populisme de gauche oblige à nuancer cette observation. Ces deux orientations ne sont pas identiques, entre autres parce que le populisme de gauche fait de l'équité sociale une de ses lignes maîtresses. En mettant côte à côte les deux populismes, par ailleurs, on découvre qu'ils prennent tous deux positions dans le champ économique, mais différemment. Sur le flanc droit, il y a des gains économiques à faire si l'on contrôle strictement

l'immigration, et si, dans certains programmes, l'État sait s'affranchir d'organismes internationaux. Sur le flanc gauche, l'intention est de favoriser l'administration publique, contre une économie libérale, et de veiller au bien-être des « gens », du « public », des « travailleurs ». Ainsi en confrontant populisme et non-populisme on ne trouve pas dans le populisme la même chose qu'en mettant l'un en face de l'autre populisme de gauche et populisme de droite. On note alors des propos sociaux-démocrates dans un type de populisme et deux idéologies économiques.

La comparaison textométrique des populismes selon qu'ils sont de droite ou de gauche ne révèle pas explicitement une sympathie de la gauche pour les minorités ; elle le fait implicitement. Elle le fait en notant une universalisation du « travailleur », car jamais ce personnage n'est réductible à une origine ou à une religion ; en apercevant, dans les formulations de La France insoumise et de Déi Lénk une dualisation systématique du genre des substantifs, et, parfois, même des pronoms et des accords des adjectifs et des participes passés ; elle le fait en constatant un usage généralisant des mots « gens » et « public ». Il n'y a pas, par ailleurs, dans le texte de la gauche, la rhétorique de la droite sur l'« immigrant » ou l'« étranger », et s'il y a du nationalisme, à gauche, il n'a pas pour contrepartie une logique d'exclusion, il ne joue pas dans le discours le rôle central : si le populisme de droite construit son argumentation sur la base d'une idée de « nation », le populisme de gauche édifie la sienne en s'attachant à l'idée de « travailleur ».

Autant le populisme de gauche entend veiller sur les « gens » et le « public », autant il projette de faire une priorité de l'écologie. Il y a un souci environnemental dans le populisme de droite, mais il apparaît loin derrière la volonté hautement nationaliste.

Le populisme permet-il de renouveler l'idéologie socialiste ? Si l'on entend par socialisme la thèse selon laquelle le travailleur est placé dans une position antinomique par rapport au bourgeois, la réponse peut être affirmative. Le travailleur, dans le populisme de gauche, perdure, mais il s'étend aux « gens », au « public », au peuple. Le bourgeois, tout en demeurant ce qu'il était, devient les

« multinationales », les « géants », les « banques », puis les millionnaires ou les riches, ou les grandes fortunes. La dichotomie exploitateur-exploité persiste, mais elle devient moins restrictive.

Le populisme de gauche arrive-t-il à concurrencer le populisme de droite sur ses thématiques ? La thématique phare de la droite est celle de l'étranger et de son exclusion. À gauche, le populisme se veut inclusif. Il joue ainsi sur le terrain du populisme de droite, mais en proposant une morale différente. S'agit-il vraiment d'une concurrence ? On a plutôt affaire ici à des idéologies irréconciliables. On pourrait dire la même chose sur le thème de l'économie : l'opposition est radicale. La gauche ne parviendra pas à admettre le libéralisme économique, la droite à le rejeter, bien que celle-ci reconnaisse quelque bienfait à une intervention de l'État. Le populisme de gauche s'apparente à celui de droite moins en ce qu'ils rivalisent sur des thématiques qu'en ce que, comme celui-ci, il oppose un peuple à un non-peuple. Ils se concurrencent de manière générale par les philosophies qui sont mises en œuvre d'un côté et de l'autre ; mais, dans les deux cas, les philosophies sont animées antinomiquement. Dans chacune d'elles, il y a un soi pur et un ennemi impur. Les capitalistes ou les étrangers sont impurs, le peuple est pur ; le peuple, ce sont les « gens » ou les « travailleurs » et ils ont pour ennemis les représentants du libéralisme économique, dont les « multinationales », ce sont les vrais citoyens de la nation et ils ont pour ennemis les « immigrants ». Et tout ce qui n'avalise pas ces dogmes machiavéliques doit inviter à la suspicion, contraindre à se distancier des institutions qui ne sont pas complaisantes, à fustiger les élites qui sont aux commandes.

L'analyse sur les spécificités lexicales montre bien que les deux populismes ne sont pas identiques bien que tous les deux reposent sur une idéologie binaire. L'analyse sur la catégorisation rappelle qu'intervenir dans une arène politique nationale, c'est devoir s'exprimer sur des thématiques qui appartiennent à une nation. Certes les acteurs politiques donnent une texture à ces thématiques, mais celles-ci contraignent les acteurs. C'est la raison pour laquelle l'incidence des chi-carrés correspondant aux

partis politiques ou à l'orientation est faible sur ce qui a trait à la santé, l'éducation, la politique, la criminalité, l'agriculture et la défense. Cette analyse par hiérarchie descendante oblige à constater que le populisme de droite et celui de gauche ne sont pas divergents dans l'absolue. Si leurs philosophies font montre de dissonances, les objets de leurs interventions sont semblables. Et le vocabulaire courant dans ces topiques est à ce point attendu que l'originalité du propos est limitée. Il faut offrir un discours fortement inusité comme celui du Parti du travail de Belgique sur la fiscalité pour se distinguer, singularisation qui n'est pas inéluctablement bénéfique.

Les résultats de ces analyses sont limités par la composition de l'échantillon. Les partis populistes devaient offrir des plateformes rédigées en français ; ces partis ne sont pas innombrables et il y a plus de populistes de droite que de populistes de gauche. Aurions-nous obtenu des résultats différents si nous les avions fait reposer sur des programmes rédigés dans d'autres langues, ou si nous avions constitué un échantillon plus international. Cela est bien possible. Il faudra désormais vérifier si

- la conclusion d'un populisme de gauche plus égalitariste, plus écologiste et plus inclusif qu'un populisme de droite,
- la conclusion d'un populisme de droite plus nationaliste qu'un populisme de gauche,
- la conclusion d'un dogme dualiste aussi bien à droite qu'à gauche

se confirment. Il faudra aussi vérifier s'il est vrai que les thématiques imposent aux populismes de droite et de gauche une différenciation limitée.

Bibliographie

- Cervera-Marzal, Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2021.
- Chalifour, Stéphane et Judith Trudeau, « Le paradigme populiste. Identité, peuple et représentation », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 23, 2020, p. 41-47.
- Chazel, Laura, « De l'Amérique latine à Madrid : Podemos et la construction d'un "populisme de gauche" », *Pôle Sud*, n° 50, 2019, p. 121-138, doi.org/10.3917/psud.050.0121.
- Damiani, Marco, *Populist Radical Left Parties in Western Europe*, Londres et New York, Routledge, 2022 [2020].
- Dupuis-Déri, Francis « Populisme contre autogouvernement : retour sur le populisme d'Andrew Jackson et réflexion critique sur le "populisme de gauche" », *Sens public*, 2019, doi.org/10.7202/1067412ar.
- Fassin, Éric, « La gauche et la stratégie populiste », *Après-demain*, n° 43, 2027, p. 12-13, doi.org/10.3917/apdem.043.0012.
- Judis, John B., *The Populist Explosion. How the Great Recession Transformed American and European Politics*, New York, Columbia Global Reports, 2016.
- Katsambekis, Giorgios et al. Alexandros Kioupiolis (dir.), *The Populist Radical Left in Europe*, Londres, Routledge, Taylor & Francis Group, 2019.
- Laflamme, Simon, « Populisme et non-populisme: étude compare de programmes politiques », *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol. 19, n° 1, 2023, p. 75-131, doi.org/10.7202/1110055ar.
- Meade, Rachel, « Populist Narratives from Below: Occupy Wall Street and the Tea Part », *IdeAs. Idée d'Amérique*, n° 14, 2019, doi.org/10.4000/ideas.5833.
- Mouffe, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, traduction de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria, Paris, Albin Michel, 2018.
- Olivier, Laurent, « Usage du "populisme de gauche" dans le champ des partis politiques français », *Civitas Europa*, n° 47, 2021, p. 131-153, doi.org/10.3917/civit.047.0131.
- Poulet, Bernard, « Le populisme de gauche est-il possible ? », *Le Débat*, n° 204, p. 170-188, doi.org/10.3917/deba.204.0170.
- Quétier, Jean, « Regard critique sur le "populisme de gauche" de Chantal Mouffe », *La Pense*, n° 392, p. 95-105, doi.org/10.3917/lp.392.0095.
- Tushnet, Mark et Bojan Bugarič, *Power to the People. Constitutionalism in the Age of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_populaire_du_Canada#:~:text=Le%20Parti%20populaire%20du%20Canada,si%20%C3%A8ge%20%C3%A0%20Gatineau%20(Qu%20%C3%A9bec)

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/794948/l-ete-c-est-fait-pour-penser-comprendre-la-montee-du-populisme-au-canada>

Debout la France

Sources

https://fr.wikipedia.org/wiki/Debout_la_France

<https://www.humanite.fr/politique/marine-le-pen/extreme-droite-le-rn-siphonne-debout-la-france-697119>

Populisme de gauche

Parti du travail de Belgique

Sources

<https://www.marianne.net/monde/europe/bruxelles-avec-le-parti-du-travail-de-belgique-la-gauche-radicale-au-plus-haut>

<https://dial.uclouvain.be/memoire/ucl/object/thesis:32019>

La France insoumise

Sources

https://fr.wikipedia.org/wiki/La_France_insoumise

<https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2023-1-page-392.htm>

La Gauche (Déi Lénk)

Source

<https://feps-europe.eu/issues/the-state-of-populism-in-europe-2018/>

<https://www.woxx.lu/populisme-de-gauche-22-les-gens-et-loligarchie/>

Annexe 2

Sources des programmes des partis

Debout la France, Le projet de Debout la France, Les livrets, <https://www.debout-la-france.fr/notre-projet/>, site consulté le 23 mai 2024.

Déi Lénk (La Gauche), Élections législatives 2023, Programme, <https://2023.dei-lenk.lu/fr/programm/programme-fr/>, site consulté le 26 mai 2024.

Démocratie nationale, *Qui sommes-nous ? Positions politiques*, <https://democratiernational.be/positions-politiques>, site consulté le 15 mai 2024.

La France insoumise, *Le programme, Les livrets de l'avenir en commun*, <https://programme.lafranceinsoumise.fr/livrets/>, site consulté le 25 mai 2024.

Parti populaire du Canada, *Notre plateforme*, <https://www.partipopulairecanada.ca/plateforme>, site consulté le 16 mai 2024.

Parti du travail de Belgique, Programme, <https://www.ptb.be/programme>, site consulté le 16 mai 2024.

Rassemblement national, *Projet pour la France de Marine Le Pen*, Livrets thématiques, <https://rassemblementnational.fr/livrets-thematiques>, site consulté le 19 mai 2024.

Reconquête, Le programme de Reconquête, <https://www.partireconquete.fr/programme>, site consulté le 23 mai 2024 et *Pour que la France reste la France. Mon programme*, chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcgklclefindmkaj/https://assets.nationbuilder.com/themes/61c071ce4764e8b1483d1a8c/attachments/original/1648220408/programme_eric_zemmour_presidentielle_2022.pdf?1648220408, site consulté le 23 mai 2024.